

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Administration générale

JUILLET 2020

|              |  |      |
|--------------|--|------|
| ARR_2020_168 | MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE FRANÇOIS MITTERRAND   | 1-2  |
| ARR_2020_169 | DÉLÉGATIONS DE SIGNATURES AGENTS CHARGÉS DE L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATIONS OU DE DÉCLARATIONS CONCERNANT LES ACTES RELATIFS À L'OCCUPATION DES SOLS            | 3-5  |
| ARR_2020_170 | NOMINATION MANDATAIRE SUPPLÉANT RÉGIE D'AVANCES EXTRASCOLAIRE  | 6-7  |
| ARR_2020_171 | CESSATION FONCTIONS MME BRUNETTI SOUS RÉGIE DE RECETTES  | 8    |
| ARR_2020_172 | DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES À JOËLLE BOILEAU, 7E ADJOINTE, ET LUDOVIC RAILLARD, 6E ADJOINT, SUITE ABSENCE DU MAIRE ET DE CERTAINS ADJOINTS POUR CONGÉ ESTIVAL | 9-10 |
| ARR_2020_173 | Concession_30ans_NA3n°59_PIGERON   | 11   |
| ARR_2020_174 | Concession_30ans_NA3n°60_VERRIER   | 12   |
| ARR_2020_175 | Concession_30ans_R74_HAMEAU  | 13   |
| ARR_2020_176 | Concession_15ans_N231_PESCI  | 14   |
| ARR_2020_177 | Concession_30ans_M225_DUBOURG  | 15   |
| ARR_2020_178 | Concession_30ans_M122_ECHAROUX   | 16   |
| ARR_2020_179 | Concession_15ans_M123_ICHOU  | 17   |
| ARR_2020_180 | Concession_30ans_J48_DORMOIS   | 18   |
| ARR_2020_181 | Concession_15ans_J15_MAITRE  | 19   |

|              |   |       |
|--------------|---|-------|
| ARR_2020_182 | Concession_15ans_H162_RICHARD   | 20    |
| ARR_2020_183 | Concession_15ans_H117_VADAM   | 21    |
| ARR_2020_184 | Concession_15ans_H116_LERAT   | 22    |
| ARR_2020_185 | Concession_15ans_F28_VILLIEN  | 23    |
| ARR_2020_186 | DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DANS<br>DIVERS ORGANISMES FRANCE VICTIMES 21 | 24-25 |
| ARR_2020_187 | AODP_MJC_25.08.2020   | 26-27 |
| ARR_2020_188 | DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DANS<br>DIVERS ORGANISMES – MAIL'UP          | 28    |

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et L.2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales conférant certains pouvoirs de police au Maire,  
Vu la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du COVID-19,  
Vu l'arrêté du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID-19,  
Vu l'allocation du Président de la République en date du 16 mars 2020,  
Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,  
Vu le discours du premier ministre à l'Assemblée nationale en date du 28 avril 2020,  
Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions,  
Vu le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,  
Vu le règlement intérieur de la bibliothèque François Mitterrand en date du 2 octobre 2012.

Considérant qu'un déconfinement est progressivement mis en place sur le territoire national depuis le 11 mai 2020,  
Considérant que la Ville de Chenôve et son CCAS ont mis en œuvre un plan de reprise d'activité des services à compter du 11 mai 2020,  
Considérant la levée de l'état d'urgence sanitaire arrêtée au 11 juillet 2020.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La bibliothèque François Mitterrand pourra accueillir des usagers à compter du 15 Juillet 2020 et jusqu'à nouvel ordre, aux conditions exposées ci-dessous et aux horaires suivants :

- Mardi, jeudi et vendredi de 15h00 à 18h30,
- Mercredi de 10h00 à 12h00 et de 15h00 à 18h30,
- Samedi 10h00-13h00.

### **Article 2 :**

Les usagers pourront :

- rendre et/ou emprunter des documents, la lecture sur place sera autorisée dans le respect des gestes barrières,
- accéder à l'espace informatique dans le respect des gestes barrières.

Les bibliothécaires pourront limiter le nombre de personnes présentes simultanément dans la bibliothèque en cas de forte affluence.

### **Article 3 :**

Les usagers devront impérativement :

- porter un masque au sein des locaux de la bibliothèque François Mitterrand ;
- se nettoyer les mains avec le gel hydro-alcoolique mis à disposition à l'entrée du bâtiment ;
- respecter les règles de distanciation sociale et les gestes barrière.

### **Article 4 :**

Tout usager ne respectant pas les consignes formulées par le présent arrêté pourra être exclu de la Bibliothèque ou faire l'objet d'une sanction prévue au sein du règlement intérieur.

**Article 5 :**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Préfecture de la Côte-d'Or,
- Direction départementale de la sécurité publique,
- Direction générale des services de la commune de Chenôve,
- Police municipale de la commune de Chenôve,
- Directeurs et chefs de service concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALGONNET  
Date : 20/07/2020  
Qualité : Maire

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L.423-1, permettant au Maire de déléguer sa signature aux agents chargés de l'instruction des demandes d'autorisations ou de déclarations concernant les actes relatifs à l'occupation du sol,  
Vu l'arrêté municipal n° ARR\_2020\_011 du 21 janvier 2020 donnant délégation de signature à des agents du Pôle Urbanisme et Aménagement Urbain de Dijon Métropole pour certains actes relatifs à l'instruction.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'arrêté municipal n° ARR\_2020\_011 du 21 janvier 2020 donnant délégation de signature à des agents du Pôle Urbanisme et Aménagement Urbain de Dijon Métropole est abrogé.

#### **Article 2 :**

Délégation de signature est donnée à Madame Caroline OBADIA, responsable du service Droit des Sols, pour ce qui concerne les correspondances afférentes à l'instruction des dossiers d'urbanisme, notamment :

- les notifications de délais d'instruction aux pétitionnaires, ainsi que les demandes de pièces complémentaires,
- les demandes d'accord ou d'avis des autorités ou commissions compétentes dans les conditions prévues par le Code de l'Urbanisme, les consultations de personnes physiques, services ou commissions concernées imposées par le même code,
- les correspondances liées au traitement des déclarations d'achèvement et de conformité des travaux.

Cette délégation est également donnée à :

- Monsieur Benjamin MORLAND, Technicien principal au Service Droit des Sols de Dijon Métropole,
- Monsieur Emmanuel SEGAUX, Technicien principal au Service Droit des Sols de Dijon Métropole,
- Monsieur Damien DREWS, Technicien principal au Service Droit des Sols de Dijon Métropole,
- Madame Lucie VALLET, Technicien principal au Service Droit des Sols de Dijon Métropole,
- Madame Ludivine CAROLA, Rédacteur principal au Service Droit des Sols de Dijon Métropole.

#### **Article 3 :**

Le Maire se réserve d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera utile.

#### **Article 4 :**

Ces délégations prendront effet dès l'entrée en vigueur du présent arrêté. Elles resteront valables tant qu'elles n'auront pas été rapportées, en tout ou partie.

#### **Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée à :

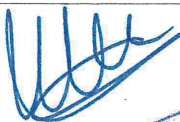
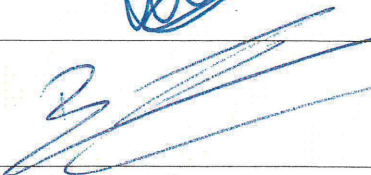


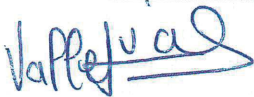
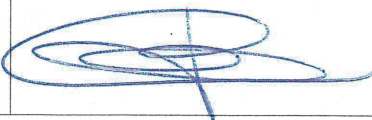
- Monsieur le Président de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Général des Services de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Procureur de la République,
- Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Dijon,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALGONNET  
Date : 17/07/2020  
Qualité : Maire

AGENTS DÉLÉGUÉS

| Prénom – Nom              | Signature   | Paraphe |
|---------------------------|---|---------|
| Madame Caroline OBADIA    |    | Co      |
| Monsieur Benjamin MORLAND |    | BM.     |
| Monsieur Emmanuel SEGAUX  |    | ES      |
| Monsieur Damien DREWS     |    | DD      |
| Madame Lucie VALLET       |   | LV      |
| Madame Ludivine CAROLA    |  | LC      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu l'arrêté n° 257 du 28 juin 2016 portant création d'une régie d'avances « extrascolaire », au sein de la Direction de l'Education, modifié par la décision n° DEC\_2019\_18 du 29 avril 2019 ainsi que la décision n° DEC\_2020\_20 du 07 juillet 2020,

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par arrêté du 3 septembre 2001,

Vu l'arrêté n°2019\_077 du 14 mars 2019 nommant Monsieur Anthony DUBUISSON mandataire suppléant de la régie d'avances d'avances extrascolaire,

Vu l'arrêté n°2019\_157 du 23 mai 2019 nommant Mme Cathy CHAILLON régisseur titulaire de la régie d'avances extrascolaire,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire et du mandataire suppléant en date du 09 juillet 2020,

Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 09 juillet 2020.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Entre le 1<sup>er</sup> août et le 21 août 2020, Madame Morgane ANTOLIN est nommée mandataire suppléante pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie d'avances «extrascolaire» avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article 2 :**

Madame Morgane ANTOLIN, mandataire suppléante, percevra une indemnité de responsabilité, selon la réglementation en vigueur, pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

**Article 3 :**

Le mandataire suppléant est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçu, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectué.

**Article 4 :**

Le mandataire suppléant ne doit pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal.

**Article 5 :**

Le mandataire suppléant est tenu de présenter son registre comptable, ses fonds et ses formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

**Article 6 :**



Le mandataire suppléant est tenu d'appliquer, les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

16.07.2020.  
Le Comptable public,



Isabelle GUILLAUME


Fait à CHENÔVE, le 20/07/2020

Pour le Maire,



L' Adjoint délégué,  
Patrick AUDARD

Le régisseur titulaire,  
Vu Bon pour acceptation

  
Cathy CHAILLON

Le mandataire suppléant,

Vu Bon pour acceptation

  
Anthony DUBUISSON

Le mandataire suppléant,

Vu bon pour acceptation

Morgane ANTOLIN



# ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la décision n° DEC\_2019\_15 en date du 30 avril 2019, portant création, en son article 5, d'une sous-régie de recettes rattachée à la régie de recettes « REGIE UNIQUE » auprès de la Direction des Finances de la Ville de CHENOVE,  
Vu la décision n° DEC\_2019\_21 en date du 17 mai 2019 instituant cette sous-régie modifiée par la décision n°DEC\_2020\_18 du 22 juin 2020,  
Vu l'avis conforme du régisseur titulaire et du mandataire suppléant en date du 08 juillet 2020,  
Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 09 juillet 2020.

## ARRÊTE

### Article 1 :


Il est mis fin aux fonctions de Madame Sandra BRUNETTI en tant que mandataire de la sous-régie de recettes rattachée à la «REGIE UNIQUE».

Le Comptable Public,  
Isabelle GUILLAUME



Le Régisseur titulaire,  
Nadine BRAULT

*Vu et bon pour acceptation.*




Fait à CHENÔVE, le 16/07/2020

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,  
Patrick AUDARD



Le mandataire suppléant,  
Aurélié LUCAS

*Vu et bon pour acceptation*



**N° ARR\_2020\_172****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22, L.2122-23 et L.2131-1,  
Vu les délibération n° DEL\_2020\_014 du 25 mai 2020 et n° DEL\_2020\_027 du 29 juin 2020 portant élection des adjoints,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_135 du 8 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Brigitte POPARD, 1<sup>re</sup> adjointe,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_135 du 8 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à M. Patrick AUDARD, 2<sup>e</sup> adjoint,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_109A du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Aziza AGLAGAL, 5<sup>e</sup> adjointe,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_110 du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à M. Ludovic RAILLARD, 6<sup>e</sup> adjoint,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_111 du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Joëlle BOILEAU, 7<sup>e</sup> adjointe,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_112A du 28 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à M. Léo LACHAMBRE, 8<sup>e</sup> adjoint,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_166 du 30 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, 9<sup>e</sup> adjointe,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,  
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire et de certains adjoints au Maire sur la période estivale 2020 mentionnée ci-après.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Au cours de la période allant du 25 juillet au 31 juillet 2020 inclus, délégation de fonctions et de signatures est accordée à Madame Joëlle BOILEAU, 7<sup>e</sup> adjointe, pour signer tout acte de toute nature dans les matières suivantes :

- Cohésion sociale et urbaine,
- Projets de ville et Habitats,
- Politique de la ville,
- Relations humaines et sociales,
- Sports,
- Vie de la Cité,
- Administration générale,
- Finances,
- Commande publique,
- Éducation.

**Article 2 :**

Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> août au 14 août 2020 inclus, délégation de fonctions et de signatures est accordée à Monsieur Ludovic RAILLARD, 6<sup>e</sup> adjoint, pour signer tout acte de toute nature dans les matières suivantes :

- Cohésion sociale et urbaine,
- Projets de ville et Habitats,
- Politique de la ville,

- Relations humaines et sociales,
- Sports,
- Vie de la Cité,
- Administration générale,
- Finances,
- Commande publique,
- Éducation,
- Travaux,
- Préservation et valorisation du patrimoine,
- Mémoire et monde combattant,
- Culture,
- Éducation populaire,
- Numérique pour tous,
- Transition écologique,
- Écologie urbaine,
- Économie sociale et solidaire.

**Article 3 :**

En mon absence, délégation de signatures est accordée à :

- Madame Joëlle BOILEAU, 7<sup>e</sup> adjointe, du 25 juillet au 31 juillet 2020 inclus,
- Monsieur Ludovic RAILLARD, 6<sup>e</sup> adjoint, du 1<sup>er</sup> août au 14 août 2020 inclus.

**Article 4 :**

Le présent arrêté de délégation se substitue, pour la période allant du 25 juillet au 14 août 2020 inclus, aux arrêtés portant délégation de fonctions et de signatures cités en visa du présent arrêté, suspendus pendant ladite période.

Les arrêtés cités en visa du présent arrêté seront de nouveau applicables à compter du 15 août 2020.

**Article 5 :**

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles les adjoints ont reçu délégation.

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**Article 7 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 23/07/2020  
Qualité : Maire

N°ARR\_2020\_173

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Anne-Marie PIGERON** domiciliée **22 boulevard Edouard Branly 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille PIGERON**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la mini-concession NA3 n°59 de 30 années,**
- **à compter du 04/06/2020.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6459 du 04/06/2020 et expirant le 04/06/2050.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **552 € (CINQ CENT CINQUANTE DEUX EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **05/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

N°ARR\_2020\_174

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Michèle VERRIER** domiciliée **7 bis rue Jules Blaizet 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille VERRIER**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la mini-concession NA 3 n°60 de 30 années,**
- **à compter du 19/06/2020.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6467 du 19/06/2020 et expirant le 19/06/2050.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **552 € (CINQ CENT CINQUANTE DEUX EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **30/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

**N°ARR\_2020\_175**

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean-Pierre HAMEAU** domicilié **3 allée Jacques Brel 91460 MARCOUSSIS**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille HAMEAU**.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 74 de 30 années,**
- **à compter du 12/06/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

#### **Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6464 du 12/06/2020 et expirant le 12/06/2050.**

#### **Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **22/06/2020**.

#### **Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

N°ARR\_2020\_176

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Marc PESCI** domicilié **16 impasse Benjamin Franklin 13700 MARIGNAN**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille GAGNERIE**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession N 231 de 15 années,**
- **à compter du 25/05/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6454 du 26/05/2020 et expirant le 25/05/2035.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **30/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint



N°ARR\_2020\_177

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Marie-José DUBOURG** domiciliée **21 rue Armand Thibaut 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille DUBOURG**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession M 225 de 30 années,**
- **à compter du 13/04/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6450 du 15/05/2020 et expirant le 13/04/2050.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **22/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

N°ARR\_2020\_178

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Patrick ECHAROUX** domicilié **2 rue Pasteur 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille ECHAROUX**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession M 122 de 30 années,**
- **à compter du 15/06/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6465 du 15/06/2020 et expirant le 15/06/2050.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **22/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

**N°ARR\_2020\_179**

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Saadia ICHOU** domiciliée **20 quai de Belfort 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille ICHOU**.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession M 123 de 15 années,**
- **à compter du 28/05/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

#### Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6456 du 28/05/2020 et expirant le 28/05/2035.**

#### Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **05/06/2020**.

#### Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Joël DORMOIS** domicilié **7 impasse Prosper Gallois 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille DORMOIS**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession J 48 de 30 années,**
- **à compter du 26/12/2023 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement anticipé n° 6461 du 10/06/2020 et expirant le 26/12/2053.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **22/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

N°ARR\_2020\_181

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Robert MAITRE** domicilié **1 boulevard Edouard Branly 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille IMBERT**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession J 15 de 15 années,**
- **à compter du 17/11/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6457 du 05/06/2020 et expirant le 17/11/2035.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **05/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Pascale RICHARD** domiciliée **107 rue des Gravieres 25700 VALENTIGNEY**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille GEORGES**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 162 de 15 années,**
- **à compter du 01/06/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6462 du 11/06/2020 et expirant le 01/06/2035.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **30/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BQILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Sylviane VADAM** domiciliée **14 rue du Montrachet 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille LAURENT**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 117 de 15 années,**
- **à compter du 24/05/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6453 du 26/05/2020 et expirant le 24/05/2035.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **05/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Jeannine LERAT** domiciliée **15 bis rue Marguerite de Flandres 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille HUG**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 116 de 15 années,**
- **à compter du 10/05/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6466 du 17/06/2020 et expirant le 10/05/2035.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **30/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint



**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Danièle VILLIEN** domiciliée **1 allée Pablo Picasso 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille SARAZIN**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession F 28 de 15 années,**
- **à compter du 01/09/2018 de 2 mètres carrés superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6458 du 03/06/2020 et expirant le 01/09/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **05/06/2020**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de 2ème Adjoint

**N° ARR\_2020\_186****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_137 portant désignation de représentants de la Ville de Chenôve dans divers organismes,

Considérant que conformément à l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,  
Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est décidé de désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

| ORGANISMES   | TITULAIRES            | SUPPLÉANTS |
|--|-----------------------|------------|
| FRANCE VICTIMES 21 –<br>CONSEIL<br>D'ADMINISTRATION ET<br>ASSEMBLÉE<br>GÉNÉRALE<br><br><i>LE MAIRE OU SON<br/>REPRÉSENTANT</i> | Maire<br>ou P. AUDARD |            |

**Article 2 :**

Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 30/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de Maire

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,  
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,  
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,  
Vu la demande du 1<sup>er</sup> juillet 2020 de Madame Nathalie MATA, présidente de **la MJC-CS de Chenôve** par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper **la cour arrière de la Mairie de Chenôve, du 25/08/2020 à 17h30 au 26/08/2020 à 01h00**, afin d'organiser une projection cinématographique en plein air.

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

**ARRÊTE****Article 1 :**

**La MJC-CS de Chenôve**, représentée par Madame Nathalie MATA, est autorisée à occuper **la cour de la Mairie de Chenôve, du 25/08/2020 à 17h30 au 26/08/2020 à 01h00**, dans le cadre d'une projection cinématographique en plein air. L'occupation du domaine public est accordée à titre gracieux.

**Article 2 :**

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 3 :**

La MJC de Chenôve, organisatrice, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, la MJC fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent.
- En aucun cas les installations ne devront empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations devront permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

**Article 4 :**

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

**Article 5 :**

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

**Article 6 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**Article 7 :**

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

**Article 8 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :**

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 10 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 11 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 31/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de Maire

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_137 portant désignation de représentants de la Ville de Chenôve dans divers organismes,

Considérant que conformément à l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,  
Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est décidé de procéder au remplacement de conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

| ORGANISMES          | TITULAIRE(S) DÉSIGNÉ(S) | EN REMPLACEMENT DE |
|---------------------|-------------------------|--------------------|
| ASSOCIATION MAIL'UP | M-T. BOUGÉ              | H. WALIDI-ALAOUI   |

**Article 2 :**

Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 31/07/2020

Qualité : 7ème Adjointe par  
délégation de Maire